

Emplois, rémunérations : la violence de la récession britannique se confirme

Le nombre de chômeurs demandant des allocations a augmenté de 138 000 en février, chiffre encore jamais atteint. La progression des rémunérations subit un coup de frein

Londres
Correspondante

C'est un triste record. En février, selon des chiffres publiés par l'Office national des statistiques (ONS) mercredi 18 mars, le nombre de chômeurs réclamant des allocations en Grande-Bretagne a bondi de 138 400. Chaque jour ouvré de février a donc vu 6 920 nouveaux demandeurs d'emplois allonger la liste, qui compte désormais 1,39 million d'individus, des allocataires du chômage touchant 60,50 livres par semaine. Il s'agit de la plus forte augmentation depuis que la statistique a été créée en 1971. Le record précédent de 118 000 avait été enregistré au plus fort de la récession du début des années 1990.

On ne saura que le mois prochain ce que cela signifie pour le chômage britannique au sens du Bureau international du travail (BIT) qui, lui, comptabilise tous les demandeurs d'emplois, y compris ceux qui ne perçoivent pas le chômage. On sait déjà que, sur les trois mois qui se sont écoulés de novembre 2008 à fin janvier 2009, le nombre de chômeurs au sens du BIT a augmenté de 165 000 par rapport à la période précédente (août-octobre 2008) pour se porter à 2,03 millions, un plus haut depuis l'arrivée de Tony Blair à Downing Street en 1997. Et le taux de chômage s'est accru de 0,5 point à 6,5%. Un an avant, il s'établissait à 5,2%. Selon le Trade Union Congress, pour un emploi proposé par un jobcentre, il y a dix candidats en moyenne.

Toutes les régions sont touchées. Mais, incontestablement, ce sont celles dont l'économie est d'abord industrielle qui souffrent le plus. Le Pays de Galles, le Nord Est de l'Angleterre et les West Midlands enregistraient fin janvier des taux de chômage respectifs de 7,6%, 8,6% et 7,9%.

Conséquence de la dégradation de l'emploi, les rémunérations s'en ressentent. Le revenu moyen, bonus inclus, enregistrait fin janvier une hausse de 1,8% sur un an,



A Birmingham devant les usines LDV, le 24 février.

CHRISTOPHER FURLONG/GETTY IMAGES

la progression la plus faible depuis que l'ONS a commencé à calculer cet indice en 1991. Un ralentissement à mettre d'abord sur le compte de l'effondrement des bonus dans les banques mais qui rend aussi compte des efforts qui sont aujourd'hui demandés aux salariés en termes de salaires.

Au temps de la crise actuelle, le temps de travail diminue. Entre novembre et janvier, il était en moyenne de 31,9 heures par semaine, contre 32 heures entre août et

octobre. Dans ce contexte très dégradé, la Grande-Bretagne est en train de construire un marché de l'emploi à deux vitesses. D'un côté, le secteur public continue à embaucher : selon des chiffres publiés mercredi par l'ONS, celui-ci employait, fin décembre 2008, 5,78 millions de personnes, soit 30 000 de plus qu'un an plus tôt. Le gouvernement central, et surtout le National Health Service (la sécurité sociale britannique), se sont largement étoffés. Le secteur

privé, lui, faisait travailler, fin 2008, 23,60 millions de personnes, soit 105 000 de moins que fin 2007.

On constate la même inégalité en matière de rémunérations, bonus inclus. Sur la période de trois mois qui s'est achevée fin janvier, elles avaient augmenté, dans le privé, de 1,4% par rapport à la période comparable un an avant. Au dernier trimestre 2008, elles progressaient encore de 2,9% par rapport au dernier trimestre 2007. Dans le public, elles ont augmenté de 4%, au même rythme que sur les trois derniers mois 2008.

Durable et violente

Et, même si de nombreuses entreprises ont gelé les salaires ou réduit la durée du temps de travail pour limiter les licenciements, personne ne prévoit d'amélioration à court terme. La Confédération de British Industry - équivalent du Medef - tout comme la British Chambers of Commerce prévoient 3 millions de chômeurs pour 2010.

La récession qui touche la Grande-Bretagne promet d'être durable et violente. Le FMI n'a pas attendu de publier ses nouvelles prévisions pour expliquer à la presse britannique, mardi, que le Royaume-Uni serait le seul pays développé encore en décroissance (-0,2%) en 2010 après avoir vu son activité se contracter de 3,8% en 2009. Si ces prévisions devaient se révéler justes, ce serait le plus fort recul de l'activité depuis 1944. Quant à la Banque d'Angleterre, elle a annoncé, mercredi, qu'elle prévoyait un recul de 1,6% du PIB au premier trimestre 2009.

« Je suis entré en politique parce que je voulais contribuer à la lutte contre le chômage de masse et la pauvreté », a lancé Gordon Brown, mercredi, à la Chambre des Communes. Le premier ministre britannique a promis tous ses efforts pour endiguer le chômage. Les élections, qui seront appelées aux urnes d'ici à la mi-2010, seront très attentives au sujet. ■

Virginie Malingre

Un professeur de religion musulmane accusé de négationnisme

Dans un lycée de Bruxelles, l'enseignant a contesté le récit d'un rescapé des camps nazis

Bruxelles
Bureau européen

Henri Kichka, 83 ans, ancien déporté du camp d'Auschwitz, s'est fait un devoir de sensibiliser les jeunes générations à l'histoire du nazisme, de l'Holocauste et de la Deuxième guerre mondiale. Vendredi 13 mars, alors qu'il parlait devant plusieurs dizaines d'élèves d'un athénée (lycée) de Laeken, dans la banlieue de Bruxelles, il a été, pour la première fois depuis un quart de siècle, contesté. Un professeur de religion islamique a jugé que sa vision était « romancée », « largement exagérée ». Abdelhamid Tamsamani, 64 ans, collaborateur de l'université de Gand, a aussi cité Roger Garaudy pour remettre en question les affirmations de M. Kichka.

Petite moustache et regard de myope, ce grand-père de cinq petits-enfants raconte avec calme la déportation de toute sa famille en 1942, la mort de son père à Buchenwald, celle de sa sœur à Auschwitz. Et son propre sort : la faim, le travail forcé, son corps ravagé qui pesait 39 kg au moment de la libération du camp, en avril 1945. Au nom de l'Union des déportés juifs de Belgique, Henri Kichka est l'un des derniers à pouvoir porter un témoignage dans les écoles où, lentement, l'intérêt pour cette période de l'histoire faiblit tandis qu'enflent les remises en question.

Conscient que, dans quelques années, les témoins directs de la déportation auront tous disparu, la direction de l'Athénée Bruxelles 2, à Laeken, avait fait filmer l'intervention de M. Kichka par trois caméras. Ce film pourra servir d'élément de preuve puisque le professeur de religion islamique pourrait faire l'objet tant d'une

plainte administrative que d'une procédure pénale. Interpellé par un autre professeur après avoir formulé ses objections, Abdelhamid Tamsamani a pris la parole au côté d'Henri Kichka. Ses propos ont, depuis, été retranscrits. Ils évoquent « d'autres conclusions » historiques, cite Roger Garaudy et dressent, semble-t-il, un parallèle avec Gaza.

« Malentendu »

M. Kichka a exigé des excuses de son contradicteur mais il a demandé à ce qu'il ne soit pas licencié. La direction de l'école n'entend toutefois pas en rester là et le ministre francophone de l'éducation évoque une plainte devant la justice pour infraction à la loi belge qui sanctionne le négationnisme. L'exécutif des musulmans de Belgique, une instance reconnue par l'Etat belge, qui lui a délégué la nomination des professeurs de religion islamique, promet, lui aussi, des sanctions.

Ces diverses affirmations laissent sceptiques. D'autres « dérapages » du même genre survenus dans le passé, n'ont jamais été soit révélés, soit sanctionnés. « Les politiques ont peur d'échauffer les électeurs musulmans », affirme Luc Van der Kelen, editorialiste de *Het Laatste Nieuws*, quotidien libéral flamand. M. Tamsamani a, pour sa part, expliqué au journal *Le Soir* qu'il était « victime d'un malentendu ». Roger Garaudy ? « Juste une référence, mais je ne nie pas le génocide des juifs. J'ai même dit que je compatis ». Une vision « romancée » ? « Un roman au sens du miroir que l'on promène le long d'une route ». Henri Kichka propose une rencontre au professeur de religion, « pour comprendre pourquoi il m'a dit ça ». ■

Jean-Pierre Stroobants

Silvio Berlusconi tente de calmer la grogne des patrons par des aides aux petites et moyennes entreprises

Un fonds de garantie consacré aux PME sera doté de 1,3 milliard d'euros

Rome
Correspondant

La pression exercée par la présidente de la Confindustria (l'équivalent du Medef) sur le gouvernement italien a payé. A la sortie d'une rencontre de plus d'une heure, mardi 17 mars, au Palazzo Chigi (siège de la présidence du Conseil) avec Silvio Berlusconi et Giulio Tremonti, son ministre des finances, Emma Marcegaglia

« Donner de l'oxygène aux PME est une priorité »

Fabio Pommoli
directeur du centre d'études économiques Cerm

glia avait le sourire : « La réponse que nous avons obtenue aujourd'hui est celle que nous attendions. »

Le gouvernement italien a promis de nouvelles aides pour lutter contre la crise économique qui touche particulièrement les moyennes et petites entreprises de la péninsule. Il a affecté 1,3 milliard d'euros à un fonds de garantie pour les PME. Selon la présidente de la

Confindustria, cette somme, par un effet de levier, pourrait garantir jusqu'à 60 à 70 milliards de crédit pour les PME. « Du vrai argent », s'est félicitée M^{me} Marcegaglia.

Les jours précédents, le patronat italien avait manifesté sa mauvaise humeur vis-à-vis du gouvernement, reprochant à M. Berlusconi de trop verser dans l'optimisme.

En effet, le président du Conseil soutient depuis des mois que « la crise est dure mais pas tragique », alternant conseils de bonne gestion et boutades pour engager les Italiens à ne pas « modifier leurs habitudes ». Alors que les comptes de l'Italie sont au rouge (hausse du chômage et du déficit, baisse de la production et de la consommation), il accuse les médias de diffuser une atmosphère « anxieuse ».

Lasse de cet optimisme forcé, M^{me} Marcegaglia, qui a pourtant soutenu M. Berlusconi à l'élection d'avril 2008, avait déclaré le week-end passé : « Maintenant, il faut de l'argent, du vrai », et qui arrive « vite ». Une manière implicite de critiquer les mesures déjà prises par le gouvernement, qui se flatte d'avoir fait mieux et plus vite que les autres pays européens. L'Italie a pour l'instant débloqué environ 5 milliards d'euros en faveur des particuliers, 15 milliards pour les

banques qui en feraient la demande et 16 milliards pour les grands travaux. Y ajoutant les fonds européens, le gouvernement évoque un coût global de 40 à 80 milliards. Une grande part de cette somme, accuse l'opposition, avait

Le blues de Silvio Berlusconi

On l'attendait à l'opéra de Rome. Mais Silvio Berlusconi, sitôt son entretien avec Emma Marcegaglia terminé, a assisté à un spectacle musical au Quirino, un théâtre romain. Décidant de se rendre au foyer entre deux actes, il en a profité pour signer des autographes. Une spectatrice s'adresse ainsi à lui : « Vous vous amusez ? » Réponse du président du Conseil, élu il y a moins d'un an : « Voilà huit semaines que je n'ai pas pris un jour de repos. Ce que je fais ne me plaît pas. Je le fais par sens du devoir, mais cela me dégoûte. Songez que cela fait 21 jours que je n'ai pas dormis deux fois de suite dans le même lit. » « C'est comme une tournée », reprend la spectatrice. « Non, répond-il Cavalieri, en tourné, on dit toujours le même texte. Moi, chaque jour, je dois en changer. » - (Corresp.)

déjà été budgétée avant que la crise ne se fasse vraiment sentir, lors du vote de la loi de finances en juillet 2008.

M. Berlusconi a donc reçu sans attendre la patronne des patrons. Les PME constituent le fer de lance de l'industrie italienne - et également un vivier électoral pour la droite. A elles seules, elles représentent 95% des industries italiennes et emploient 50% des salariés. Environ 40% d'entre elles ont moins de vingt employés. Alors que les crédits en leur faveur étaient en hausse de 9% en 2006, de 15% en 2007, ils ont connu une chute de 8% à la fin de 2008. « Donner de l'oxygène aux PME est une priorité. La proposition faite à la Confindustria va dans la bonne direction », commente Fabio Pommoli, directeur du centre d'études économiques Cerm.

Pour le reste, le patronat a dû se contenter de promesses. La caisse des dépôts et consignations devrait mettre à disposition de la recherche 5 milliards d'euros. Et l'Etat devrait réduire ses délais de paiement. Aujourd'hui, il a entre 200 et 300 jours pour payer ses fournisseurs. M. Berlusconi a promis que ce délai serait réduit de 60 à 90 jours. ■

Philippe Ridel

Union européenne

Paradis fiscaux : M. Juncker s'en prend au Royaume-Uni

Le premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker n'a pas apprécié la mise en cause du Grand-duché dans l'offensive lancée contre les paradis fiscaux par Paris, Berlin et Londres. Le président de l'Eurogroupe accuse le Royaume-Uni de « protéger du fisc de leur pays d'origine les plus grandes fortunes » d'Europe dans ses îles pratiquant le secret bancaire, se référant « aux territoires dépendant de la Couronne britannique » tels que Jersey, Guernesey et l'île de Man, dans un entretien au quotidien suisse *Le Temps*, mercredi 18 mars. « A partir du moment où le G20 se décide à réglementer davantage et à examiner le paysage des paradis fiscaux, ses membres doivent être irréprochables », a insisté le premier ministre luxembourgeois, ajoutant qu'il comptait « exiger des actes » lors du sommet européen qui tient jeudi 19 et vendredi 20 mars, à Bruxelles. - (AFP) ■

Belgique

Manifestation pour une solution en faveur des sans-papiers

Une manifestation réclamant une solution pour les dizaines de milliers d'étrangers sans papiers vivant en Belgique a rassemblé un millier de personnes à Bruxelles, mercredi 18 mars. Une vaste coalition réunissant les principaux cultes, le monde syndical, universitaire, étudiant et des ONG, a exhorté le gouvernement belge à agir. Elle demande au gouvernement de mettre en œuvre son engagement à agir. - (AFP) ■ (PHOTO : M. GYSENS/AFP)

